**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse
**Band:** - (2023)
**Heft:** 5

**Artikel:** Finlande : sauvegarder l'indépendance en paix et guerre
**Autor:** Mattila, Heikki S.
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1055300

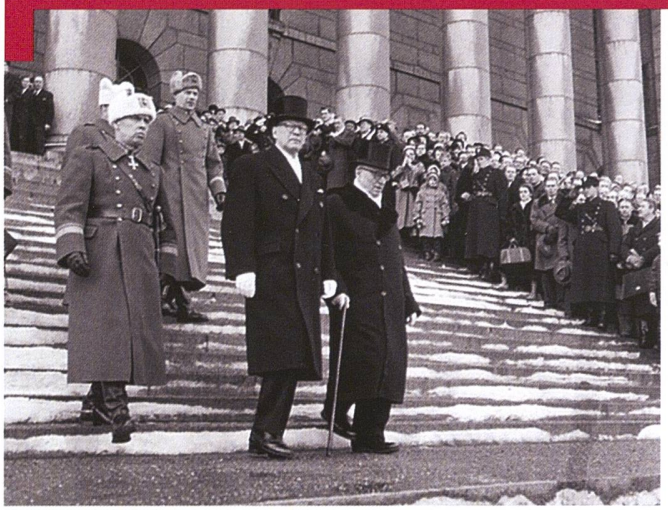
**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**



Juho Kusti Paasikivi (à droite) et Urho Kekkonen (au milieu) étaient les architectes principaux d'après-guerre des politiques etrangère et sécurite finlandaises. Ils ont œuvré pour reconstruire une confiance entre Finlande et l'Union soviétique, et ainsi créé une marge de manœuvre pour l'intégration indépendante de la Finlande aux organisations politiques et commerciales mondiales et occidentales. Photo (de l'archive du journal *Iltalehti*) de l'inauguration de M Kekkonen en 1956, succédant M Paasikivi, président pendant 1946-56. Kekkonen a servi jusqu'à 1981.

*Finlande*

## Finlande : sauvegarder l'indépendance en paix et guerre

**Heikki S. Mattila**

Conseiller académique, School for International Training (SIT), Genève

Après avoir obtenu son indépendance, la Finlande n'était pas encore sortie de l'ornière, loin s'en faut. Les divisions sociales, une pénurie alimentaire, et une vide au pouvoir suprême du pays ont conduit à la formation de deux cotés armés et une courte guerre civile en printemps 2018. La récente révolution russe a donné élan au camp rouge, tandis que les Blancs luttaient pour l'indépendance du pays. Avec l'aide des Jägers finlandais, près de 945 hommes, revenus d'Allemagne, les Blancs se montrent plus forts.

Suivait une autre courte épisode, où le parlement finlandais a élu en octobre 1918 un prince allemand à devenir roi de la Finlande, mais vu la défaite imminente de l'Allemagne dans la Grande Guerre, le prince a vite renoncé. Carl Gustaf Mannerheim, noble finlandais et général de l'armée imperial russe, puis commandant en chef des Blancs, est élu chef d'Etat intérimaire en décembre 1918. Le parlement a fini par adopter une forme de gouvernement republicaine en 1919. La Finlande a également négocié un accord formel avec la Russie soviétique, conclu par l'accord de paix de Tarto le 14 octobre 1920.

Le système politique adopté semble bien fonctionner. Quelques « maladies infantiles » de la démocratie sont apparues, culminant en 1932, lorsqu'une mobilisation d'extrême droite a été persuadée de battre en retraite par le président Per E. Svinhufvud, figure patriotique de premier plan, ancien sénateur et exilé politique. En matière de politique étrangère, la Finlande des années 1930 s'est tournée vers la coopération avec les pays nordiques.

### Au cœur d'un conflit

Mais c'est à nouveau la détérioration de la situation internationale dans les années 1930 qui a entraîné la Finlande dans une impasse géopolitique européenne. En août 1939, juste avant la Seconde Guerre mondiale, un protocole additionnel secret du pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop entre l'Allemagne et l'Union soviétique a inscrit la Finlande, les trois Etats baltes et l'est de la Pologne sur la liste des zones tampons de sécurité de l'Union soviétique.

Un peu plus tôt, l'Union soviétique avait commencé à faire part de ses exigences à la Finlande. Staline demande l'élargissement de la zone de protection de Leningrad, qui n'est alors qu'à 32 km de la frontière, et l'installation d'une base militaire. Il ne trouve pas la contre-offre finlandaise suffisante et attaque le 30 novembre 1939.

S'ensuit une « guerre d'hiver » de 105 jours au cours de laquelle la Finlande lutte pour la première fois pour son existence en tant que nation indépendante. Le plan d'invasion de Staline n'a pas fonctionné, mais faute d'armes et sans le soutien officiel d'autres pays, la Finlande a dû céder 11% de son territoire.

Après une « guerre de continuation » en 1941-44, au cours de laquelle la Finlande a d'abord reconquis les régions perdues, avec de nouvelles armes acquises auprès de l'Allemagne avec laquelle il y avait une coopération militaire, appelée *co-belligérence*, la Finlande a toutefois dû battre en retraite en 1944. Les nouveaux dirigeants politiques, qui n'étaient plus liés par les engagements antérieurs avec l'Allemagne, ont dû accepter une perte de territoire lors de l'armistice de Moscou en 1944, et louer une base militaire à l'Union soviétique à partir du sud de la Finlande.

Paradoxalement, l'ennemi oriental était un allié des grandes puissances occidentales, à savoir les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Les Alliés avaient discuté du sort de la Finlande à Téhéran à la fin de 1943, convenant que Staline devrait obtenir des bases militaires en Finlande, mais pas le pays tout entier, comme il l'avait fait pour les trois Etats baltes en 1940.

L'indépendance conservée, le coût des guerres de 1939-1945 est devenu lourd pour la Finlande : plus de 90'000 personnes ont perdu la vie, environ 14% du territoire du pays a été perdu. Les alliés ont également accepté que la Russie reçoive de la Finlande, conformément au traité de paix de Paris de 1947, d'importantes « réparations de guerre » (essentiellement des produits de l'industrie métallurgique).

### Préserver l'indépendance de la Finlande en tant que nation neutre

La période de la guerre froide dans l'histoire de la politique étrangère et de sécurité finlandaise a été caractérisée par le maintien de relations amicales avec l'Union soviétique et, d'autre part, par l'accroissement progressif de la coopération économique et politique mondiale et occidentale.

Deux présidents, Juho Kusti Paasikivi et Urho Kekkonen, sont considérés comme les principaux architectes de la politique étrangère et de sécurité finlandaise de l'après-guerre. Dans le nouveau contexte de la guerre froide, Paasikivi, pré-

sident de 1946 à 1956, a dû faire face à la demande de Staline, qui souhaitait un traité garantissant que l'Allemagne, ou l'un de ses nouveaux alliés, ne pourrait plus utiliser le territoire finlandais pour attaquer l'Union soviétique.

M. Paasikivi a proposé que la Finlande ou l'Union soviétique appelle l'autre à des consultations, au cas où le danger d'utiliser le territoire finlandais pour une offensive serait possible. Staline approuve cette formulation. On doutait que l'Union soviétique reste en mode consultation, mais au fil des décennies, cet «article militaire» a rempli son objectif. Même les consultations n'ont jamais eu lieu et l'article a été révoqué à l'initiative de la Finlande lors de la chute de l'Union soviétique en 1991.

Ce traité (traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, 1948) ne signifiait pas une alliance militaire, comme le Pacte de Varsovie, car il était strictement bilatéral, ne concernait que le territoire finlandais et exigeait des consultations avant toute action concrète.

Cependant, les Russes ont souvent voulu aller plus loin et ont proposé à plusieurs reprises des exercices militaires communs, notamment dans les années 1970 au président Kekkonen et aux commandants militaires finlandais. Pour Kekkonen, désireux de développer la politique de neutralité finlandaise, de telles manœuvres militaires communes constituaient une ligne rouge: pour lui, accepter aurait fait passer la Finlande neutre pour un membre du Pacte de Varsovie.

L'instauration de la confiance a porté ses fruits: l'Union soviétique a restitué, dès 1956, le territoire de Porkkala, une petite péninsule du sud de la Finlande, 11 ans après l'avoir loué à la Finlande pour 50 ans, conformément à l'armistice de 1944. Ainsi, au moins à cette époque, si les Russes avaient imposé leur présence, en temps voulu, ils pouvaient également partir.

Mais même si les dirigeants politiques finlandais répétaient sans cesse qu'ils voulaient « rester en dehors des conflits d'intérêts des grandes puissances » grâce à une « politique de neutralité active et pacifique », l'Union soviétique n'a jamais reconnu pleinement cette neutralité.

Pendant la présidence de M. Kekkonen, en particulier dans les années 1960 et 1970, le voisin de l'Est a également observé de près la politique intérieure finlandaise et a activement fait connaître ses opinions sur la «fiabilité» de tout parti politique ou homme politique. M. Kekkonen, tout en essayant de contrôler cette ingérence, était cependant le dirigeant finlandais auquel Moscou faisait confiance et il a supervisé une certaine autocensure des critiques du régime totalitaire soviétique.

Cette prise en compte des intérêts du voisin devait être appelée « finlandisation », mais cette période ne peut pas être évaluée uniquement dans une perspective bilatérale.

Outre le fait que Kekkonen a tracé la ligne rouge et refusé toute coopération militaire concrète, il a également piloté une intégration cohérente de la Finlande dans les organisations politiques et commerciales mondiales et occidentales, conformément à la démocratie multipartite et à l'expansion du commerce extérieur de la Finlande vers l'ouest: Conseil nordique 1955, Nations unies 1955, AELE 1961, OCDE 1969, accord de libre-échange CEE 1973 (la Suisse a conclu le sien en 1972) et ainsi de suite.

M. Kekkonen a déclaré qu'en matière de relations internationales, la Finlande *« cherche à jouer le rôle d'un médecin plutôt que celui d'un juge »*. Et pendant la guerre froide, il y avait de la place pour les bons offices: l'accueil des pourparlers américano-soviétiques sur le désarmement, ou, joyau de la couronne des initiatives internationales finlandaises: la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération, avec le sommet d'Helsinki en 1975, où les Etats de l'Est et de l'Ouest ont souscrit aux droits de l'homme, parmi d'autres thèmes clés.

Ainsi, dans une évaluation globale de la politique étrangère et de la politique de sécurité de la Finlande, le résultat peut être qualifié de succès: sauvegarde de la démocratie multipartite et émergence d'une économie de marché industrielle stable et très peu corrompue, ainsi que d'un Etat-providence.

## Après la guerre froide

Après la guerre froide, l'intégration économique mais aussi politique de la Finlande avec les organisations occidentales s'est poursuivie. La majeure partie du commerce extérieur finlandais s'effectuant avec les membres de la CE et de l'AELE, il était naturel que la Finlande poursuive l'intensification de l'intégration européenne à partir des années 1980. L'adhésion de la Finlande à l'UE en 1995, avec une majorité claire lors du référendum, a été considérée comme ayant également une dimension sécuritaire.

Pendant la guerre froide, la Finlande avait acheté du matériel de défense d'une manière délibérément décentralisée. Par exemple, des avions de chasse et d'entraînement ont été achetés au Royaume-Uni, à la France, à la Suède et à l'Union soviétique. L'achat de chasseurs *Hornet* F/A-18 dans les années 1990 et la participation aux exercices de l'OTAN avec les *Hornet* ont favorisé l'orientation militaire vers l'Ouest.

A partir du milieu des années 1990, Finlande en fait a cessé de souligner sa neutralité, préférant de parler plus précisément de son *non-alliance militaire*. Et tant que la sécurité de l'Europe de l'après-guerre froide est restée relativement stable, les gouvernements finlandais n'ont pas cherché à adhérer à l'OTAN. Au lieu de cela, l'option dite OTAN a été maintenue, déclarant que *« dans les circonstances actuelles, c'est en restant à l'écart des alliances militaires que la Finlande favorise le mieux le développement stable de l'Europe du Nord »*. Cela correspondait au paradigme de l'après-guerre: tant que les circonstances étaient pacifiques, la non-alliance était de mise. Les gouvernements suivants l'ont dit plus ouvertement: *« La Finlande maintient la possibilité de demander l'adhésion à l'OTAN »*. Lorsque la situation en 2022 est devenue non pacifique, « l'option » a été concrétisée.

En 2007, le ministre finlandais de la défense a déclaré, lors de sa visite aux Etats-Unis, que les trois principaux défis sécuritaires pour la Finlande restaient « la Russie, la Russie et la Russie ». Alors que les relations internationales venaient de connaître une période relativement détendue, cette déclaration a fait l'objet de nombreuses critiques, mais elle reflétait le durcissement des positions adoptées par la Russie à l'époque: Le discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich sur la sécurité en 2008, qui s'est poursuivi par la guerre en Géorgie et la crise en Crimée en 2014. Ainsi, les « circonstances » mondiales ont commencé à changer et la Finlande s'est préparée à modifier son paradigme de sécurité en s'éloignant de la neutralité, en suivant la logique précédente: la neutralité fonctionnait mieux lorsque la paix prévalait. En l'absence de paix, mieux vaut ne pas affronter seul un avenir incertain.

H. S. M.

*L'auteur des deux articles aux pages 11-15 veut reconnaître les conseils et expertise très utiles de Pekka Huhtaniemi, Visa Lukkariniemi et René Nyberg. Des ouvrages ou articles de Henrik Meinander, Martti Häikiö, Unto Hämäläinen, Kimmo Kiljunen et René Nyberg ont constitué les sources principales pour ces deux articles. La liste complète des références est accessible sur demande.*